

Les Petite et Moyennes Entreprise Camerounaises face aux défis Actuels de l'Inclusion Financière

M. Brice Nsengue, Dr. Fabrice Nzepang

Introduction

L'inclusion financière est devenue une priorité des politiques publiques de par le monde, et son importance de plus en plus réaffirmé dans les agendas aux niveaux international et national. L'attention plus grande qui lui est accordée témoigne de la perception croissante de son incidence sur l'amélioration de l'environnement entrepreneuriale et donc sur la performance des petites et moyennes entreprises (PME). Rappelons que la définition de PME retenue dans cette étude est celle de la loi N ° 2015/010 du 16 juillet 2015, modifiant, et complétant certaines dispositions de la loi N ° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des Petites et Moyennes Entreprises au Cameroun. Cette loi dispose en ses Articles 3 (nouveau) à 6 que «la PME est considérée comme toute entreprise, quel que soit son secteur d'activité, qui emploie au plus cent (100) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas trois (03) milliards de francs CFA » (Kede Ndouna et Tsafack Nanfosso, 2021). Il est clair que l'amélioration des performances des PME est cruciale pour le développement des pays en général et du Cameroun en particulier, car le pays est caractérisé par un grand nombre de PME qui contribuent à la croissance économique du pays. Ainsi, ces PME sont vitales pour la compétitivité du pays (Eniola et Entebang, 2015 ; Munge et al. 2016 ; Harelimana, 2017). L'objectif de cette étude est de ressortir les nouveaux défis des PME camerounaises en matière d'inclusion financière qui se définit comme la possibilité pour les entreprises (notamment les PME) en difficulté ou

exclus des services traditionnels d'accéder, à moindre coût, à toute une gamme de produits et services financiers utiles et adaptés à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) proposés par des prestataires fiables et responsables (Qiongwen Cheng et al., 2024), afin de booster leurs performances économique, commerciale et stratégique car une meilleure inclusion financière des PME peut favoriser la croissance économique, la création d'emplois, la stabilité financière et l'amélioration des conditions de vie de la population en générale.

Quelques chiffres sur l'inclusion financière au Cameroun

L'inclusion financière se définit comme la possibilité qu'ont les entreprises (PME en particulier) en difficultés ou exclus des services traditionnels d'accéder à moindre coût à toute une gamme de produits et services financiers utiles et adaptés à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) proposés par des prestataires fiables et responsables (Qiongwen Cheng et al., 2024). De manière générale, l'inclusion financière se mesure à travers trois dimensions, une dimension accessibilité, une dimension disponibilité et une dimension utilisation. Concernant la dimension d'accessibilité, seulement 10% des adultes disposaient d'un compte bancaire tandis que 51% des personnes de plus de 15 ans étaient exclus des produits financiers formels en 2020 (MFW4A, 2020). Toutefois, les données de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) révèlent que le Cameroun comptait un peu plus de



2,8 millions de comptes bancaires en 2022 soit plus de 60% de comptes bancaires recensés dans la CEMAC ([Investir au Cameroun, 2024](#)). Aujourd'hui, 49% des adultes camerounais sont formellement inclus par le biais des produits financiers bancaires et autres produits financiers formels non bancaires (microfinance, mobile money, assurance) tandis que 15% des adultes utilisant uniquement des canaux informels pour leurs besoins financiers ([MINFI, 2023](#)). En outre, 36% de la population adulte du Cameroun est totalement exclue financièrement et seulement 10% des adultes sont bancarisés ([MINFI, 2023](#)). Pour ce qui est de la dimension disponibilité, on note une insuffisance des produits et services financiers adaptés aux besoins des personnes vulnérables. En outre, le Cameroun veut faire de la finance islamique (qui regroupe les transactions et produits financiers conformes aux principes de la loi coranique est spécifique aux croyants de la religion musulmane). L'accès aux services financiers pour la communauté musulmane pratiquante serait bénéfique pour l'inclusion financière au Cameroun, mais la doctrine islamique interdit un certain type d'investissement, qui est l'activité principale des organisations financières traditionnelles.. Concernant la dimension utilisation enfin, environ 26% de la population utilisent une combinaison de mécanismes formels et informels. Selon [l'Analyse de la bancarisation de la population camerounaise \(2017\)](#), les régions du Nord, de l'Extrême Nord et de l'Adamaoua

apparaissent comme les moins incluses financièrement avec respectivement 2.0%, 2.7% et 4.8% d'adultes utilisant des produits financiers formels bancaires et non bancaires tandis que le Littoral et le Centre sont sans surprise les régions les plus financièrement incluses avec respectivement 29.8% et 20.8%. Toutefois, l'émergence des innovations dans les produits/services posent de nouveaux défis pour les PME.

Les défis de l'inclusion financière des PME camerounaises et ses effets sur la performance

La relation entre l'inclusion financière et la performance des entreprises a fait l'objet de nombreuses études théoriques et empiriques. La littérature présente donc des évidences empiriques de l'effet de l'inclusion financière sur la croissance des PME. De nombreuses théories permettent d'apprécier les effets de l'inclusion financière sur les PME. En effet, la théorie des coûts de transactions intervient lorsque le coût d'accès des services financiers aux petites entreprises formelles ou informelles est quasiment le même que celui de l'offre de crédits formels ([Kede Ndouna et Tsafack Nanfosso, 2021](#)). La seconde théorie mobilisée est la théorie de l'asymétrie d'information. Cette dernière développe les risques (aléa moral ou sélection adverse) que présentent certains clients (individus et entreprises) ([Kede Ndouna et](#)

Tsafack Nanfosso, 2021).

La faible taux d'inclusion financière de la population camerounaise reste un défi majeur pour l'inclusion financière des PME. Le taux d'inclusion financière mesuré par **Global Findex** au Cameroun était de 15% en 2011, et les statistiques présentées dans le SNFI montrent un taux de bancarisation inférieur à 10% de la population totale. Même si ce taux a presque triplé pour atteindre 35% en 2017, le Cameroun reste en dessous de la moyenne régionale. Malgré les progrès récents, la majorité des Camerounais n'ont toujours pas accès aux services financiers réglementés tels que l'épargne, les prêts, les assurances etc, qui pourraient les aider à gérer leur vie financière quotidienne, investir dans l'avenir et surtout permettre aux entrepreneurs d'être inclus financièrement.

La faible densité du réseau bancaire au Cameroun est une réalité et contribue largement au faible taux d'inclusion financière des PME car selon le rapport COBAC 2010 et la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI de 2012, le taux de densité bancaire, mesuré par le nombre d'habitants rapporté au nombre de banques, est de 12 banques et 164 agences pour plus de 20 millions d'habitants. Concernant la microfinance, elles opèrent à travers 998 agences dont 525 situées en zone urbaine et 473 en zone rurale. Les implantations urbaines se situent principalement à Douala (169) et Yaoundé (155 agences) (enquêtes CEMAC, 2008).

La majorité des études empiriques sur la croissance de l'économie informelle montrent que les impôts et les cotisations sociales sont les principaux facteurs qui découragent les micro et petites entreprises d'opérer dans le secteur formel (GECAM, 2020). À cet égard, il est difficile pour les PME opérant dans le secteur informel d'être incluses financièrement car cela n'est pas considéré comme existant par la loi, ce qui reste un véritable défi pour l'inclusion financière des PME au Cameroun sachant que seulement 12% des entreprises sont formelles au Cameroun (Bakehe, 2016).

Le recours au Mobile Money reste également un enjeu majeur en matière d'inclusion financière des PME camerounaises car il réduit cette probabilité de 17,9%. Ces résultats soulignent la nécessité de favoriser le développement de certains services financiers inclusifs (comme l'accès au crédit, la création d'un compte bancaire) et de mieux organiser l'usage des services financiers mobiles. (Kede Ndouna et Tsafack Nanfosso, 2021).

De manière générale, les résultats des études aboutissent aux conclusions similaires : les PME perçoivent l'accès au financement comme le plus grand obstacle à leur croissance même si leur succès dépend à la fois de facteurs externes et internes, parmi lesquels l'innovation technologique et les compétences managériales (Ahodode et al., 2020). Notons également qu'au Cameroun, la tontine est une pratique très répandue, avec au moins 47% de la population du pays appartenant à une association de tontine (Nzemen, 1988). Les fonds de tontine collectés par les ménages s'élèvent à près de 190 milliards de francs CFA.

Conclusion et recommandation

L'inclusion financière est un déterminant majeur de l'amélioration des performances des entreprises dans les pays en développement en général et au Cameroun en particulier. Cette étude fait une analyse empirique de l'effet de l'inclusion financière sur la performance des PME. Au Cameroun, le développement des infrastructures est un enjeu crucial pour la croissance économique et l'amélioration de la qualité de vie de la population du pays. Cependant, selon McKinsey (2014), la demande de développement d'infrastructures est nettement supérieure à l'offre, ce qui a un impact significatif sur la densité des institutions financières dans le pays, ce qui à son tour a un impact négatif sur l'inclusion financière des PME car dans certaines zones du pays l'on retrouve des PME qui ont la capacité et le désir d'être incluses financièrement mais qui sont confrontées à l'absence d'agences d'institutions financières à proximité. À cet effet, une accélération du développement des infrastructures jouera un rôle essentiel dans l'amélioration de l'inclusion financière des PME encore très faible dans le pays.



Mr. Laurent Brice Nsengue

Assistant SBEC Manager,
Small Business &
Entrepreneurship Center
(SBEC), Denis & Lenora Foretia
Foundation



Dr. Fabrice Nzepang

Economic Policy Analyst,
Economics Affairs Division,
Nkafu Policy Institute